

Reverdifier le commerce mondial

LE CONSEIL FÉDÉRAL doit modérer les ardeurs libérales du secrétariat d'État à l'économie. Il doit donner des consignes claires à ses fonctionnaires qui préparent la réunion ministérielle de l'OMC fin novembre à Seattle. Le libre commerce mondial doit fonctionner dans le respect des plus faibles et la sauvegarde de l'environnement. Les manifestants l'exigeaient de manière musclée lors de la ministérielle de l'an passé à Genève. C'est ce que souhaitent aussi 92% des personnes interrogées par sondage pour le compte de la Déclaration de Berne. Et aujourd'hui une coalition inhabituelle de paysans, de tiers mondistes, de défenseurs de l'environnement et des consommateurs le réclame d'une manière pressante au gouvernement.

L'OMC n'est pas le grand Satan dénoncé par les fondamentalistes casseurs de Genève. Elle compte à son actif de solides règles pour civiliser le commerce mondial et conjurer les dégâts des guerres protectionnistes. Mais ces règles ignorent les répercussions sociales et environnementales de la mondialisation de l'économie.

Les libéraux de stricte obédience affirment que l'OMC ne peut pas prendre en charge tous les problèmes de la planète. Pour survivre, elle doit se limiter à réglementer correctement les échanges commerciaux. Autoriser, par exemple, des sanctions contre un pays pollueur créerait

le grave risque d'un « protectionnisme vert ». L'Europe ou les États-Unis pourraient alors aisément fouler les principes du libre-échange et barrer la route aux textiles non écologiques de l'Inde ou du Bangladesh.

Une équipe de chercheurs de l'Université de St-Gall prend le contre-pied de cette tendance... en se basant strictement sur la même doctrine libérale. Le fabricant indien de textile qui déverse sans précaution ses eaux usées dans l'environnement bénéficie d'un avantage indu. Il ne paie pas les frais d'épuration. Ses prix n'englobent donc pas les coûts externes de la pollution que doit

supporter ses concurrents. Il pratique un « dumping vert » contraire au libéralisme et doit être sanctionné par l'OMC.

La lutte contre le « dumping vert » devrait répondre à des règles précises pour éviter de tomber dans l'arbitraire. L'OMC imposerait aux producteurs des normes minimales de respect de l'environnement. Leur violation autoriserait le pays importateur à taxer d'un droit de douane punitif le produit fabriqué au mépris de l'environnement. Mais pour éviter que cette sanction des riches ne pénalise les pauvres, la taxe punitive, transformée en taxe correctrice, serait restituée au pays exportateur. Pour financer, par exemple, la construction d'une station d'épuration.

Cette idée vaut mieux qu'un pavé lancé contre les flics genevois. AT

La lutte contre le « dumping vert » devrait répondre à des règles précises

Les disparités intercantionales des personnes morales

La charge fiscale des sociétés est si disparate qu'elle apparaît contraire à la loyauté confédérale.

Il faut y remédier.

La nouvelle péréquation à l'étude ambitionne de mieux répartir les ressources entre cantons.

Mais elle laissera subsister la concurrence fiscale.

RÉGULIÈREMENT L'ADMINISTRATION fédérale des contributions publie le tableau de la charge fiscale dans les cantons suisses. Le palmarès varie peu. Mais il faut s'arrêter une fois de plus aux personnes morales. Elles sont évidemment plus mobiles que les personnes physiques, surtout si elles ne sont pas liées à une production ayant, dans une aire définie, ses ressources en main-d'œuvre ou en énergie. D'où la concurrence acharnée, voire déloyale que se font les cantons entre eux.

Quelques constats

L'écart est extrêmement fort entre le plus cher (Neuchâtel) et le plus avantageux (Zoug). Pour un indice de 100, correspondant à la moyenne suisse, on va de 145,8 à 58,3. Neuchâtel est 2,5 fois plus cher que Zoug. Quelles que soient les performances de la promotion économique neuchâteloise, l'obstacle est de taille.

Les cantons les plus favorables regroupent de manière étonnante les cantons de la Suisse centrale, à savoir Zoug, Nidwald, Schwytz, Appenzell RI, Obwald et Lucerne. Comment ne pas faire une corrélation entre l'esprit isolationniste de ces cantons et leur ouverture intéressée aux sociétés suisses et étrangères?

La concurrence fiscale est actuellement encouragée par la ristourne de l'impôt fédéral direct, dont 30% reviennent aux cantons, 17%, directement selon le rendement des personnes morales domiciliées sur leur territoire, 13% selon une clé de péréquation. Un canton qui joue la concurrence fiscale peut être gagnant: il touche la ristourne fédérale, donc une recette garantie. La concurrence est deux fois payante: une première fois par les flux économiques générés par l'entreprise domiciliée; une deuxième fois, par la part à l'impôt fédéral direct.

La nouvelle péréquation laisse subsister le défaut

Dans le projet ambitieux de nouvelle péréquation, la force financière des cantons sera estimée d'après leurs ressources potentielles. Celui qui ne les

exploite pas sera donc pénalisé. Mais ce n'est pas le remède à la situation décrite plus haut, car le principe d'une ristourne de 15% sera garanti aux cantons. La concurrence restera donc payante.

La correction devrait emprunter d'autres voies. La ristourne de 15% faite aux cantons serait répartie selon des critères qui en fassent, en elle-même, directement et de manière forte, un outil de péréquation. Le projet de nouvelle péréquation veut l'éviter en imaginant une compensation plus globale; la proposition est intéressante, mais elle ne corrige pas la concurrence fiscale que facilite la ristourne fédérale.

À cela de toute évidence, deux raisons. Le 15% de ristourne garanti est le moyen d'obtenir l'accord des cantons déjà bénéficiaires du système. Le deuxième motif est idéologique: la concurrence intercantonale à la baisse est un moyen sûr d'exercer une pression naturelle sur le fisc. La droite a toutes les raisons de vouloir la maintenir. Pourtant la véritable concurrence économique voudrait qu'à conditions égales le meilleur gagne, mais ce principe ne tient pas devant celui, suprême: plus de profit! *ag*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (*jd*)

Rédaction:

Géraldine Savary (*gs*)

Ont collaboré à ce numéro:

Eric Baier (*eb*)

Gérard Escher (*ge*)

André Gavillet (*ag*)

Jacques Guyaz (*gj*)

Pierre Imhof (*pi*)

Charles-F. Pochon (*cfp*)

Albert Tille (*at*)

Composition et maquette:

Anne Rivier, Géraldine Savary

Responsable administrative:

Murielle Gay-Crosier

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA,
Renens

Abonnement annuel: 90 francs

Étudiants, apprentis: 60 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne

Téléphone: 021 / 312 69 10

Télécopie: 021 / 312 80 40

E-mail: domaine.public@span.ch

Site: <http://www.domainepublic.ch>

CCP: 10-15527-9

Reste une disparité de taille

Ne chipotons pas, le projet Etacom va dans le bon sens. Mais le système proposé ne résout pas le problème du nombre et de la grandeur des communes.

LA PREMIÈRE PARTIE du projet vaudois Etacom sera finalement soumise au Grand Conseil en novembre prochain – au vu de la complexité du sujet, le Conseil d'Etat a renoncé à le présenter en septembre comme il était annoncé. Etacom a pour but d'une part de désenchevêtrer les responsabilités et les financements des tâches cantonales et communales, à l'image de ce qui se fait entre la Confédération et les cantons, et d'autre part de réduire les disparités financières entre les communes.

La tâche était suffisamment ardue pour que l'on salue déjà le simple fait qu'elle aboutisse à des résultats concrets. Le désenchevêtrement, indispensable par souci de transparence et de rationalité, apporte des améliorations notamment dans le domaine scolaire. L'enjeu est cependant politiquement limité, même s'il est pour beaucoup affectivement chargé.

Toute autre est la question de la péréquation financière entre les communes. Le projet prévoit un mécanisme qui resserrera l'écart entre les taux d'impôts communaux (de 40 à 135 actuellement; les taux futurs devraient se situer entre 70 et 110 pour 90% des

communes). Les effets des disparités seront en outre diminués par le fait que la masse financière concernée sera moindre, plusieurs financements partiels de la part des communes étant supprimés au profit du seul budget cantonal. Au final, le résultat de l'exercice est à la fois remarquable et décevant.

De 30 à 110000 habitants

Remarquable parce que le sujet est mis régulièrement sur le tapis depuis des décennies – à une époque où les disparités étaient plus criantes encore – sans avoir jamais trouvé un terrain favorable. L'Union des communes vaudoises (UCV) a eu l'intelligence de proposer elle-même un système, consciente du risque qu'elle courait à refuser d'entrer en matière sur le sujet (une initiative du Parti ouvrier et populaire propose l'introduction d'un taux d'impôt communal unique pour tout le canton).

Mais le système proposé par l'UCV et qui sera soumis aux députés respecte le tabou du nombre et de la grandeur « critique » des communes. Or un des préalables à une nouvelle répartition

des tâches est de bien définir les possibilités, l'équipement, le « know-how » des deux partenaires. Ces données varient actuellement très fortement, avec la plus petite commune qui compte à peine 30 habitants et la plus grande plus de 110000. Comment confier à une structure totalement milicienne des tâches qui nécessitent une analyse professionnelle et le respect de quelques-uns des grands principes du droit comme l'égalité de traitement ou la proportionnalité? Et *a contrario*, comment justifier d'intervenir après que les services d'une grande commune ont déjà traité un dossier?

La disparité actuelle, à laquelle il n'est pas prévu de s'attaquer, conduit ainsi soit à confier à des communes des tâches qu'elles ne peuvent assumer, soit à maintenir sous tutelle des entités suffisamment grandes pour voler de leurs propres ailes.

Le fonds de péréquation aurait pu contribuer à resserrer, là aussi, les écarts entre communes. Il prévoit certes un bonus aux grandes communes en tenant compte de la population, mais de manière insuffisamment forte pour que les petites trouvent un intérêt à se regrouper. pi

RAPPEL

Problèmes de traduction

EN AOÛT 1959, quelques fonctionnaires fédéraux ont constitué un Cercle d'étude pour la lutte contre l'exercice « illégal » du français.

Ils ont lancé le *Fichier français* « dont la première tâche sera de combattre les termes et les expressions indignes de notre langue. »

Durant quarante ans, plus de mille fiches ont été publiées. Elles sont vertes pour les traductions de termes allemands en français et blanches pour le rappel du bon usage de termes français souvent mal utilisés. Des centaines d'abonnés ont justifié l'utilité du *Fichier français*. Entreprise bénévole, la bonne volonté aujourd'hui ne suffit

plus. Il aurait été utile que les milieux intéressés (la Conférence des directeurs de l'instruction publique, par exemple) officialisent.

Les fiches blanches ne sont plus ni publiées, ni mises à jour. Les intéressés disposent heureusement du *Bulletin de Défense du français* publié par la section suisse de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française. Quant aux fiches vertes, devra-t-on bientôt se contenter des banques de données internationales qui ne tiennent pas toujours compte de la spécificité de notre allemand fédéral (il ne s'agit pas forcément de *schwyzertütsch*)?

Puisque nous parlons de traduction, signalons la difficulté rencontrée par la *Schweizer Illustrierte* pour traduire le terme de préfet à l'occasion de la Fête des vigneron. Pour Marcel Gorgé, ancien préfet de Lausanne, c'est « *Statthalter* » et pour Silène c'est « *Bezirksan-walt* ».

En sens contraire, on a lu dans *L'Hebdo* du 12 août 99 « *Hexenschluss* » avec un « l » de trop pour signaler un lumbago de sorte que le coup de la sorcière devient la fermeture de la sorcière. Est-il encore nécessaire de sauver le *Fichier français* ou vaut-il mieux adopter l'anglais comme langue d'échange sur le plan national? cjp

Les vents du large

La nomination de Carla del Ponte au poste de procureur du Tribunal pénal international montre une Suisse impliquée dans les organisations internationales, avant même d'en faire partie.

LA NOMINATION DE Carla del Ponte au poste de procureur du Tribunal pénal international a suscité dans le pays un sentiment de fierté tant bien que mal dissimulé derrière une certaine désinvolture. Mais, on peut se demander si cette nomination ne va pas renforcer le clan des isolationnistes.

Suisses au sommet

Après tout, il ne manque pas de Suisses dans les organisations internationales. Plusieurs d'entre eux dirigent des fédérations sportives internationales: René Fasel pour le hockey sur glace, et bien sûr Sepp Blatter à la tête du football mondial. Avec Carla del Ponte, le palmarès suisse est enviable. Songeons aux cris et grincements de dents qui ont accompagné la nomination du néerlandais Wim Duisenberg à la direction de la banque centrale européenne ou aux psychodrames liés aux nominations à la tête de l'OMC.

La plupart des pays développés n'ont aucun des leurs au sommet des organisations internationales. C'est après tout normal. Les places ne sont pas si

nombreuses que cela et les Suisses, c'est bien connu, sont en général un peu plus polyglottes que les autres.

En fait, nous restons utiles dans un contexte d'affrontement entre blocs: équilibres à maintenir entre continents ou groupes d'intérêts dans le cas du sport, contexte d'affrontement entre l'Otan, la Russie et la Chine pour Carla del Ponte. Il serait facile d'en déduire que la Suisse ne souffre pas de son isolement et que tout va pour le mieux.

Or, c'est le contraire qui est vrai. Les Blatter et del Ponte se sont fait connaître parce que leur action débordait les frontières du pays. Le Haut-Vallaisan et la Tessinoise ont en commun le goût des coups médiatiques, des effets d'annonce pas toujours maîtrisés, il faut bien le dire, la capacité de trouver des alliés un peu partout à travers le monde et un certain dédain des contingences locales. Ils n'ont pas été choisis parce qu'ils sont les vertueux et immaculés représentants de la Suisse éternelle, mais parce qu'ils représentent un univers cosmopolite, ouvert aux vents du large. Il faudra s'en souvenir lors de la campagne de cet automne. jg

NOTE DE LECTURE

Frisch-et-Dürrenmatt

ON DIT FRISCH et Dürrenmatt comme on dit Rimbaud et Verlaine, Sartre et Aron, ou Goethe et Schiller. La littérature helvétique posséderait ainsi une statue à deux têtes, un panthéon à deux faces, Frisch-et-Dürrenmatt. Une parité acceptée sous la contrainte. Nous sommes bel et bien amis, disait Frisch, mais par-dessus le marché, nous y sommes condamnés. Que leurs œuvres aient des consonances identiques, qu'ils aient empoigné tous deux les mythes helvétiques pour imposer leur propre questionnement, c'est certain. Mais entre eux, les oppositions étaient fortes, de même que les disputes et les rivalités.

A *contrario*, la tentative de poser Frisch et Dürrenmatt comme deux principes littéraires opposés est tout aussi douteuse que le fait de les considérer comme un duo de comiques inséparables. C'est ce que témoigne le re-

cueil de correspondance entre les deux écrivains édité par Zoé. Le livre est intéressant à plus d'un titre. Tout d'abord grâce à l'excellente présentation de Peter Rüedi, dürrenmattologue averti, qui brosse avec beaucoup d'intelligence et de finesse la force littéraire, politique, personnelle des liens qui unissaient ou séparaient les deux auteurs. Puis les lettres. Il n'y en a pas beaucoup, et elles sont souvent séparées par de longues périodes de silence, de non-dits, de petites vexations, de jalousies entre les deux hommes. Mais ces échanges parlent aussi de leur «camaraderie de travail». Elles témoignent, par un écho discret de leurs œuvres, de ce besoin qu'ils avaient tous deux de communiquer à l'autre l'état de leur monde intérieur. gs

Max Frisch, Friedrich Dürrenmatt, Correspondance, présentée par Peter Rüedi, Zoé, 1999.

La gauche néglige les émotions

Que faire pour que les socialistes suscitent à nouveau la confiance?

Quelques pistes.

LA GAUCHE RAISONNE mais néglige la dimension affective de la politique. Un facteur que la droite nationaliste sait cultiver avec profit.

Dans une analyse originale, Hans Zbinden, conseiller national socialiste argovien, constate que l'UDC sait tirer profit du sentiment d'insécurité ambiant (*Die Weltwoche*, 8 juillet 1999). Face au phénomène de modernisation technique et économique perçu comme menaçant et chaotique, la droite nationaliste, sans jamais porter un regard critique sur ce phénomène, propose un discours rassurant, désigne un objectif de restauration de la conscience nationale fondée sur l'isolement, offre la perspective d'une patrie politique reconfortante et porteuse de sens. Alors que la gauche, comme saisie de vertige, se tait ou se contente de raisonner froidement.

Anker instrumentalisé

Or les citoyennes et les citoyens, plus que de solutions techniquement bien ficelées, ont besoin d'être rassurés. Pour Hans Zbinden, ce n'est pas un hasard si Christoph Blocher collectionne les œuvres du peintre bernois Albert Anker et les donne à voir au public. En effet, l'artiste a su saisir les scènes de la vie quotidienne des gens simples et susciter la sympathie et l'émotion du spectateur. À sa manière, Anker a contribué au développement du sentiment national à la fin du siècle passé.

Quel rapport avec aujourd'hui, direz-vous? Objectivement aucun. Mais le tribun zurichois sait instrumentaliser une œuvre qui nourrit la nostalgie d'un passé idéalisé, qui décrit un monde irréel mais combien plus rassurant que le vécu actuel, si énigmatique et inquiétant. Un passé qui tient lieu de substitut à un présent incompréhensible et menaçant qu'il n'est pas question de remettre en cause.

Dans cette époque sans repères et génératrice d'angoisse, la gauche, elle, manque d'images propres à communiquer son message, de gestes symboliques et de rituels qui suscitent la confiance. Quand le sol politique vacille, quand l'État national semble impuissant face à la mondialisation en

marche, quand les gens peinent à donner un sens au flot d'informations qui les submerge, à distinguer le réel du virtuel, l'important de l'accessoire, les raisonnements les plus subtils, les thèses les plus brillantes tout comme les conceptions les plus cohérentes n'ont qu'un impact limité.

La sécularisation du PS

Hans Zbinden énonce six raisons principales qui expliquent les difficultés rencontrées par la gauche helvétique à toucher une plus large partie de la population.

Dans le passé, le parti socialiste a tenu lieu d'Église pour ses membres et ses sympathisants, leur offrant un toit non seulement politique mais encore spirituel, social et culturel. Mais le PS n'a pas échappé à la sécularisation. Il n'est plus un lieu de vie où l'on partage indignations et passions, mais une organisation bureaucratique qui gère ses membres et son électorat à coups de sondages, de campagnes de marketing et d'événements médiatiques.

De représentant de la classe ouvrière qu'il était, le PS s'est transformé en un mouvement de la classe moyenne. De ce fait, il a perdu le contact étroit avec les préoccupations quotidiennes de la population. Cette perception distanciée, de seconde main, est particulièrement frappante dans des domaines émotionnellement chargés comme le chômage, l'asile, l'ouverture à l'Europe.

Le parti socialiste néglige le fait que ses membres, son électorat, ses sympathisants sont également des êtres humains. Des êtres humains qui ne se contentent pas de maximiser leurs intérêts politiques et qu'on ne convainc pas seulement avec des brochures et des arguments rationnels. Beaucoup d'entre eux espèrent qu'on prenne au sérieux leurs craintes, leurs désirs et leurs espoirs souvent non formulés.

Paradoxalement, les succès du parti se retournent aujourd'hui contre lui. Les socialistes ont contribué à la mise en place d'un système développé de sécurité sociale basé sur des prestations financières. Mais ils ont de la peine à comprendre l'importance d'une solidarité moins mécanique, plus immaté-

rielle et informelle, qui relie directement les personnes entre elles (solidarité de voisinage, groupes d'entraide, réseaux). À l'heure où les budgets publics connaissent des difficultés et où augmente le temps libre, ces conceptions complémentaires de la sécurité gagnent en importance. Pour Zbinden, ces formes complémentaires, parce qu'elles signifient une implication personnelle forte, sont susceptibles de restaurer le sentiment de sécurité et de renforcer la résistance des individus face aux slogans simplistes de la droite réactionnaire.

Une pensée désordonnée

Une clarification à l'égard du processus de modernisation s'impose de manière pressante. Le parti socialiste entretient des rapports flous avec ce phénomène. Alors que pour les uns il ne s'agit que d'une évolution technico-économique, les autres s'en font une idée plus globale qui inclut également les dimensions humaine, sociale, culturelle et écologique. De manière générale, les socialistes se contentent de gérer une pensée riche mais désordonnée, faite de fragments du socialisme traditionnel, du communautarisme, de l'écologie, du christianisme et même du libéralisme et du néo-marxisme. Il ne faut dès lors pas s'étonner de la profonde division des esprits sur des thèmes nouveaux tels que la nouvelle gestion publique, le génie génétique ou le rationnement des soins. En fait, manque un projet proprement socialiste à l'heure de la globalisation et de la domination de la pensée économique.

Enfin, la gauche campe sur la défensive, une position conservatrice contraire à toute son histoire. En effet, jamais le mouvement ouvrier n'a défini son projet comme l'appropriation d'avantages à défendre une fois acquis, comme un territoire à protéger, mais comme un projet de vie à développer de manière active et collective. Comment définir aujourd'hui ce projet et le rendre crédible au plus grand nombre tout en assumant une responsabilité gouvernementale clairement voulue par l'électorat de gauche? Un véritable défi. jd

Ces origines lointaines qu'on n'oublie jamais

Un recueil de témoignages d'immigrés en Suisse illustre la question de l'identité.

DANS LES BOURRASQUES xénophobes qui secouent la Suisse en cette période préélectorale, c'est sur une île de fraîcheur que nous invite Isabelle Guisan avec son petit livre *Suisses du lointain*, aux éditions Grimoux. Elle a interrogé une dizaine de Suisses récemment naturalisés, et restitué, sous forme de témoignages très émouvants, le rapport qu'ils entretiennent aujourd'hui avec leur lieu d'origine d'une part, avec leur pays d'adoption d'autre part. Le premier écho que l'on retire de la lecture de ces parcours de vie, nous éclaire plus d'ailleurs sur le pays, les racines et les coutumes laissées derrière eux par ces nouveaux Suisses, que sur leur actuelle intégration.

Rien d'étonnant d'ailleurs à cette permanence des souvenirs liés au lieu d'origine, car en déambulant ainsi sur le chemin de ronde de son identité, c'est le « guet » archaïque de sa naissance que l'on rencontre, c'est ce rapport intime au passé le plus personnel que l'on va activer comme les cendres éteintes du foyer.

Alors, dans le flux de ces témoignages, surgit non pas la question politique de l'accueil ou du non-accueil en Suisse, mais ce feu intérieur universel que toute personne entretient jalousement avec son identité, avec sa naissance, avec ses origines et sa race. Cette quête de l'identité n'est pas le propre des nouveaux immigrés, elle tennaille tout le monde. Mais, le fait d'avoir « objectivement » abandonné son pays natal donne évidemment un sursaut d'actualité à cette question de l'identité. La met sur le fil du rasoir. Et c'est là que j'ai aimé entrer en contact avec Oumar Baldet de Guinée, avec Kinja Mulegwa du Zaïre, ou avec Liz Moseley-Gerber de Chicago. Parmi les dix ou onze autoportraits en direct, j'en ai isolé trois pour lesquels j'ai ressenti une réelle connivence en rapport avec les valeurs universelles de l'identité. Avant de m'expliquer pourtant sur le choix de ces trois destins, j'aimerais rappeler ici un extrait de ce texte d'Adrien Pasquali, republié dans *Écriture 53* au printemps 1999, au moment même de sa disparition tragique: «Le

fait de ne pas savoir d'où je viens hantait mes vingt ans. Vivant dans un gros bourg agricole, sensible aux couleurs saisonnières de la campagne et des gens, il me semblait que moi aussi je devais posséder cette force vitale d'une terre, d'un lieu qui me ferait vivre: je vivais, et c'est tout, j'étais de l'énergie, et c'est tout, de l'énergie parentale qui ne demandait qu'à s'incarner.»

Pour accomplir un devoir de clan

«Je suis Guinéen d'ethnie peule et je viens d'une famille qu'on appelle chez nous «féodale». Je ne sais pas si c'est volontaire de la part d'Isabelle Guisan, mais l'attaque, la première phrase de chacun des témoignages recueillis est comme une explosion, on entre de plain-pied dans le style, et le mode existentiel du témoin. Chez Oumar Baldet, ce qui frappe c'est qu'il est parti non pas par désespoir ou sous la pression des événements, mais pour accomplir un devoir de clan. «Ce n'était donc pas exceptionnel dans ma famille de venir en Europe». Il voyage, veut voir du pays, se marie avec une Suisseuse, et de ce fait réalise toujours mieux son identité de départ. Il y a continuité, poursuite d'un but. J'ai aimé, j'ai adhéré à cette façon de voir l'identité comme jetée au-devant de soi, devant être réalisée dans le futur. Oumar nous communique cet optimisme des nomades.

La quête de l'origine n'est pas une affaire privée

«Nous avons dû émigrer du Zaïre quand j'avais deux ans pour des raisons bien particulières: mon père travaillait dans une société belge et l'épouse du patron belge, une Italienne, est apparemment tombée amoureuse de lui». Chez Kinja Mulegwa, l'emploi du nous semble indiquer que la quête de l'origine n'est pas l'affaire privée du sujet, mais concerne le groupe, la famille qui décide de tout pour elle, dépose une empreinte contraignante sur la petite fille, et même sur

la future veuve déjà en Suisse et qui se trouve confrontée à la tradition africaine qui voudrait que la veuve épouse le jeune frère du défunt. Le récit de Kinja Mulegwa est attachant parce qu'il nous montre ce processus lent, pénible, et aléatoire d'arrachement à une culture d'origine pour gagner le droit de s'approprier celle du pays d'accueil. Madame Mulegwa n'a intériorisé ce chemin vers l'intégration que relativement puisqu'elle admet ne pas vouloir passer sa vieillesse en Suisse, mais retourner en Afrique. «La situation du vieillard m'interpelle beaucoup. On est diminué à cet âge-là, qu'on le veuille ou non, et ici, on vous met dans un home».

Une sorte de trajectoire supersonique

«Cette rencontre avec Werner au Canada a marqué le début d'une histoire d'amour intercontinentale». Cette petite phrase anodine, mais marquante dans le ciel une sorte de trajectoire comme celle d'un jet supersonique, ouvre les confessions de Liz Moseley-Gerber qui sont parmi les récits les plus prenants de ce recueil. Il y avait comme une chute dans le dépaysement de Liz, puisque non seulement elle quittait les États-Unis, mais renonçait à un avenir universitaire pour devenir paysanne dans les Franches-Montagnes. «Avoir atteint le niveau du PHD, avoir été aussi loin qu'on peut aller dans le champ académique et me retrouver dans un pays dont je ne connaissais ni la langue, ni les coutumes... c'était une chute terrible! Je me sentais handicapée.»

Pour Liz Moseley-Gerber, Isabelle Guisan a voulu reprendre un style de récit plus intellectuel, et donner à certaines phrases une sorte de label universitaire. Elle a bien réussi, et cela renforce encore l'extrême curiosité du lecteur devant ce destin d'une psychologue de Chicago qui élève des chèvres dans le Jura parce que sa fille aînée était allergique au lait de vache.»

Eric Baier

Suisses du lointain, Isabelle Guisan, éditions Grimoux, Fribourg, 1999.

L'ouvrière et la photographe

Le musée de l'Élysée présente *L'Usine au féminin*. À voir jusqu'au 5 septembre

MONIQUE JACOT AVAIT consacré un reportage photographique remarquable aux paysannes (*Femmes de la terre*, 1989). Elle fixait des situations concrètes: beaucoup d'extérieurs parce que c'est la condition paysanne par définition, même si la femme participe moins qu'autrefois aux travaux des champs, mais en tout cas à l'arrachage des pommes de terre qui est, pour quelques jours, un «travail à la chaîne», elle restituait des gestes, variés, quotidiens: ceux de la tradition et de l'élevage, sans lyrisme folklorique, ceux des machines modernes, ceux de la convivialité. Ce rappel parce que Monique Jacot, après dix ans de travail, des centaines d'heures et des milliers de prises de vue, présente au Musée de l'Élysée son nouveau reportage consacré à l'ouvrière: *L'usine au féminin* (jusqu'au 5 septembre; à la plaquette de l'exposition Ruth Dreifuss a donné un texte personnel de grande sensibilité, dont nous publions un extrait ci-dessous). Paysanne, ouvrière, le

double volet de l'œuvre de Monique Jacot appelle une comparaison implicite qui éclaire la condition des femmes qui travaillent en usine.

L'ouvrière n'est pas chez elle; elle a un lieu de travail et subit un horaire contraignant que contrôle la pointeuse (par exemple celle qui, à peine son vélo calé sur sa béquille, court tout en enlevant son casque avant de pointer à la fabrique de cigares Villiger). Mais comment traduire son travail? Je sais les difficultés qu'a rencontrées Monique Jacot dans cette approche. Les gestes, presque toujours ceux des mains seules, les ouvrières sont des petites mains, ne sont pas spectaculaires; rien en soi de photogénique, de théâtral ou d'apitoyant. Mais de la juxtaposition des ateliers, de l'accumulation des prises de vue se dégage une impression forte, celle d'un travail aliénant, même s'il exige des dons d'habileté et de concentration. Car globalement le travail féminin en usine est dépersonnalisant, d'où l'importance de quelques revanches: une marque bien

à soi sur la place de travail, un arrangement décidé à plusieurs dans le local de presse, l'affirmation de sa féminité.

La réussite de Monique Jacot, il ne faut pas la chercher d'abord dans la photo réussie, parlante, la photo d'anthologie. Il y en a certes. Mais au-delà, c'est par une suite de séries d'images concordantes qu'elle crée cette atmosphère si caractéristique, ce manque d'air, c'est-à-dire de liberté. Ne cherchez pas un pamphlet, une mise en accusation! Seulement, patiemment vous est imposée une prise de conscience: celle d'une oppression.

Mais s'il fallait entre toutes choisir une photo illustrante, ce serait celle de l'atelier de l'usine Calida, à Sursee, Lucerne, vaste comme une manufacture d'autrefois; les postes de travail y sont nombreux, bien éclairés, et, vus en profondeur et en perspective, repérables par les chevelures des ouvrières, toutes d'un noir foncé, sans exception, signe lisible de la contribution des étrangères à notre prospérité dite helvétique. ag

Les images de Monique Jacot, vues par Ruth Dreifuss, syndicaliste

«**P**ARCOURANT LES ATELIERS, les magasins et les vestiaires, Monique Jacot a fixé sur la pellicule le courage et la précision du geste, les postures douloureuses et les regards vigilants, la coquetterie des unes permettant de sauvegarder le respect de soi et les gants de l'autre servant à en protéger l'intégrité physique.

Elle a photographié la routine, la concentration, l'aliénation... L'aliénation, ce mot du vocabulaire marxiste n'a pas été choisi pour signaler une analyse sociologique ou une référence idéologique. L'aliénation est ici ce statut d'étrangère dans un lieu où l'on passe le plus clair de son temps. Les photographies de Monique Jacot montrent bien que ces ouvrières ne sont pas chez elles, même si, bien timidement, elles s'efforcent de donner une minuscule empreinte personnelle à l'espace auquel elles sont confinées: une photo, une plante, une image pieuse. Elles doivent être là, elles ne peuvent s'en éloigner (même la pause les garde sur les lieux de

leur travail ou sur les marches de l'usine)... et, pourtant, leur présence n'est que tolérée. Elles ne le savent que trop et craignent le jour où la porte de l'usine ne s'ouvrirait plus pour elles, car leur existence dépend de ce lieu qui n'est pas le leur. Plus que jamais, cette angoisse les habite.

Monique Jacot a souffert de la comparaison entre les paysannes et les ouvrières: elles ont certes en commun de travailler dur et de concilier, du mieux qu'elles peuvent, les tâches productives et les responsabilités familiales. Elles partagent aussi l'expérience des fins de mois difficiles et se demandent si l'évolution économique ne condamne pas, à terme, leur activité professionnelle. Mais les paysannes l'ont invitée chez elles, il n'y avait pas de rupture entre le dedans et le dehors, entre la chambre et le champ. Elles n'ont demandé à personne le droit de se faire photographe et ont posé avec leurs enfants et leurs compagnons. Elles ont raconté leurs journées telles qu'elles les organisent:

journées longues, harassantes, mais dont elles étaient, malgré les contraintes d'un dur métier, les maîtresses. Les ouvrières, par contre, n'ont révélé que des bribes de leur vie au travail, car leur vie est coupée en deux. Rien sur leurs courses contre la montre pour faire les emplettes, s'occuper de leurs enfants, surveiller les devoirs, faire le ménage. Si Monique Jacot n'a pas choisi de présenter des vies entières, c'est parce que la rupture entre la vie privée et la vie professionnelle est trop profonde pour être surmontée. La face cachée de leur existence n'a pas droit de cité à l'usine. Ces photographies révèlent ainsi à la fois ce qui s'y voit et ce qui ne s'y voit pas... entre les deux, une fracture.» ■

Ruth Dreifuss, conseillère fédérale, ancienne secrétaire de l'USS

L'extrait est tiré de *Cadences-L'usine au féminin*, texte de Maja Wicki, Edition Le Papier salé, Lausanne, 1999.

Cet été, l'intelligence est dans tous ses états

Entre Expo 01 et éclipse solaire, les jours d'été sont souvent légers en nouvelles du monde.

Les branches périphériques de la culture, telle la neuroscience, saisissent leur chance et écoulent leur communiqués de presse. Les informations ainsi publiées sont généralement optimistes et positives (ou du moins le paraissent). Exemples.

LES TAXES UNIVERSITAIRES bientôt remboursées par les caisses maladie? Il est une opinion coriace dans le public, celle de la «réserve» neuronale («nous n'utilisons que 5% de nos neurones»), hypothèse séduisante bien sûr mais rarement mise en évidence scientifiquement. Or cet été, la théorie de la réserve aurait reçu un premier appui expérimental: toutes autres variables égales (âge, genre, performances intellectuelles), les personnes ayant reçu une formation scolaire longue auraient un cerveau plus dégénéré. Plus précisément leurs ventricules (les cavités du cerveau) seraient élargis, il y aurait donc moins de matière grise. Moins de matière grise mais des performances intellectuelles identiques: les personnes avec bac utilisent mieux leur cerveau. Les mauvais esprits bien sûr se poseront la vraie question: pourquoi le cerveau des personnes studieuses est-il plus rabougri que celui des fainéants? S'use-t-il donc quand on s'en sert?

Sexe et neurones

Votre ménopause tarde à venir? Ou alors vous aimeriez bien la repousser? Selon une longue étude épidémiologique basée sur 1572 sujettes, le paramètre qui correspond le mieux avec l'âge de la ménopause c'est le quotient intellectuel (QI) de l'époque de vos dix ans: meilleur est le score intellectuel, plus tardive sera la ménopause. L'étude – et c'est hélas fréquent – est muette à la fois sur la force de l'effet et sur la confusion cause-corrélation. Elle illustre au plus, et c'est démontré maintes fois chez l'animal, que les neurones sont sensibles aux hormones sexuelles (mâles ou femelles).

Effet Mozart volatil

Nouvelle plus triste encore: finalement, Mozart ne semble pas nous rendre plus performants intellectuellement. Une expérience réalisée en 1993 semblait montrer que l'écoute de Mozart (*La Sonate pour deux pianos en ré majeur* en l'occurrence) avait amélioré les résultats au test QI (encore lui), en particulier les problèmes de raisonnement logique. Le gouverneur de la Géorgie avait même lancé une cam-

pagne d'achat «d'un CD de musique classique pour chaque enfant». Hélas, trop fois hélas, un psychologue a osé répéter le protocole initial (on teste les jeunes une première fois, puis on divise le groupe aléatoirement en trois groupes, Mozart-Silence-Spice Girls, qui repassent le même test dix jours plus tard). Résultat, l'effet Mozart s'évapore. De 1993 à 1999, vingt-six autres études, avec des protocoles variables, avaient pourtant démontré son existence. L'origine de l'erreur? Bien que le «plus» fût mesurable, il était généralement statistiquement non significatif (c'est-à-dire que l'on n'avait pas éliminé la possibilité que la différence observée soit arrivée par hasard et non par Mozart).

L'acquis et l'inné

Finalement, dans cet été riche en neuroscience folklorique, une étude qui a été réalisée avec une grande rigueur (tous les tests faits en aveugle) marquera l'histoire: *How can we boost IQs of «dull children»? A late adoption study.* Publiée par l'équipe de Michel Duyme, INSERM, Paris, l'étude démontre que des enfants abusés ou négligés, au QI très bas (moyenne 77, c'est-à-dire dans les 7% inférieurs de la population), adoptés alors qu'ils avaient déjà entre quatre et six ans, par des familles de niveau socio-économique plus élevé que celui de leur milieu d'origine, ont vu leur QI nettement augmenter, lorsqu'il fut mesuré cinq ou dix ans plus tard. L'augmentation étant fonction du niveau socio-économique de leur famille d'adoption, plus huit points si le niveau est bas, plus dix-neuf points si ce niveau est élevé. Tout bien sûr ne se ratrape pas dans le développement; les faiblesses d'acquisition spatio-temporelles se comblent plus facilement que les retards en matière d'acquisition du langage. Il est donc possible de remédier à des situations jugées quasi irréversibles; tout ne se joue pas dès le berceau en matière de développement intellectuel.

Sources: *Science*, 30 juillet 1999; *Science*, 6 août 1999; *Proceedings of the National Academy of Sciences (USA)* July 1999 (repris dans *Le Monde* 1^{er} août 1999 «Une étude souligne la prédominance de l'acquis sur l'inné»).